

POSITION DE PARIS LIBRAIRIES RELATIVE À LA PROPOSITION DE L'ARCEP

1/ Suppression de la quasi-gratuité, quel que soit le montant de l'achat

le principe d'un palier à 25€ déclenchant la quasi-gratuité est contraire aux objectifs de la loi pour les raisons suivantes :

- Le principe de quasi-gratuité est contraire à la loi Lang, car les frais de port représentent une ristourne déguisée. Pour un colis de 25€ la « ristourne » représente 31% de la valeur du colis, pour un colis de 35€, la « ristourne » serait de 23%, etc. Rappelons que la remise maximale au prix unique du livre autorisée par la loi est de 5%. **D'autre part, en raison de son prix fixe, le livre est le seul produit dont le coût du transport ne peut-être réintégré dans le prix facturé au consommateur.**
- Au-delà de 25€ et plus, les frais de port représentent un coût significatif pour les libraires et cette quasi-gratuité, s'ils devaient l'appliquer pour se mettre à parité avec les plateformes de commerce en ligne les conduiraient à réaliser des pertes significatives, et détériorer davantage leur rentabilité.
- En outre, fixer un palier à 25€ pour bénéficier de la quasi-gratuité des frais de port est très facile à atteindre pour un consommateur car il s'agit d'un colis de 1,5 livres, ce palier est donc très en défaveur commercialement pour l'achat en librairie. En conséquence, l'incitation commerciale à atteindre un palier de 25€ (palier très proche du ticket moyen en librairie) pour bénéficier de la quasi-gratuité des frais de port renforcerait la position des grandes plateformes et aurait l'effet inverse à celui recherché par la loi.

2/ Instauration d'un tarif postal plancher de 5€ (révisable en fonction de l'augmentation des tarifs postaux)

Avec ce montant, le libraire peut proposer des livraisons postales à parité avec les grandes plateformes de commerce en ligne, tandis que le consommateur serait incité à limiter ses livraisons postales pour des colis de petite valeur, retrouvant une notion de coût réel des frais de port.

À noter que ce coût minimal de 5€ devra être réévalué en fonction de l'augmentation des tarifs postaux. Ce montant minimal de 5€ est de nature à réintroduire de l'équité entre les différents les plateformes et les librairies de quartier.

Argumentaire

Paris Librairies, association de loi 1901 créée en juillet 2012, est née du constat que **c'est en région parisienne que l'achat en ligne est le plus fréquent**. Pourtant, c'est aussi à Paris que la densité de librairies de quartier est la plus forte. En réunissant des librairies de toutes tailles et en proposant un site de géolocalisation, Paris Librairies propose une alternative crédible à la vente en ligne, en permettant au consommateur de géolocaliser / réserver / commander un titre dans la librairie de son choix, à travers un service en ligne gratuit.

Le potentiel économique et social de cette alternative est aujourd'hui freiné par l'argument de la gratuité des frais de port pour l'achat de livres proposé par les plateformes. Alors même que les librairies du réseau proposent une très grande amplitude horaire, ainsi qu'un délai de commande très réduit, nous voyons certains de nos clients privilégier l'achat à distance plutôt que de faire deux stations de métro, un quart d'heure à pied ou patienter 48h.

Le succès de ces plateformes tient évidemment à la performance de leur service, mais surtout à la quasi-gratuité qu'elles offrent aux consommateurs. À noter qu'il n'y a que sur le livre qu'Amazon pratique ainsi une quasi-gratuité sur les frais de port sans minimum d'achat. Dans la très grande majorité des cas, cette pratique revient à vendre à perte.

Dès lors cette quasi-gratuité est une distorsion de concurrence majeure vécue par l'ensemble de la profession comme un détournement de la Loi Lang sur le prix unique du livre.

L'association a été auditionnée par la commission des affaires culturelles de l'Assemblée Nationale en août 2021 dans le cadre des travaux préparatoires à la *Proposition de loi visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs*. **À l'occasion de cette audition, Paris Librairies a fait valoir que la population de la métropole du Grand Paris s'établissait autour de 7 millions d'habitants et que, pour la plupart, ils étaient à proximité d'une librairie ou d'une surface culturelle.** Dès lors, l'instauration d'un tarif postal plancher serait de nature à permettre de réorienter les consommateurs vers l'achat en librairie, mais aussi inciter les librairies à développer un service de vente à distance soutenable.

L'adoption à l'unanimité de cette loi a suscité une vague d'enthousiasme dans le monde de la librairie, secteur économique qui se caractérise par la plus faible rentabilité des branches du commerce, rentabilité encore plus fragilisée ces dix dernières années par l'arrivée sur le marché des grandes plateformes.

À titre liminaire, l'association rappelle que cette loi dispose que « le service de livraison en ligne ne peut être offert par le détaillant à titre gratuit, mais doit être facturé dans le respect d'un montant minimum fixé par arrêté, ce montant pouvant varier en fonction du poids du colis ». Que cette mesure vise à renforcer l'équité entre les acteurs sur le long terme avec comme impératif le maintien sur le territoire d'un réseau dense de détaillants.

L'association partage l'avis de l'Arcep sur la pertinence d'un tarif postal lisible qui ne porterait pas atteinte à la liberté d'entreprendre.

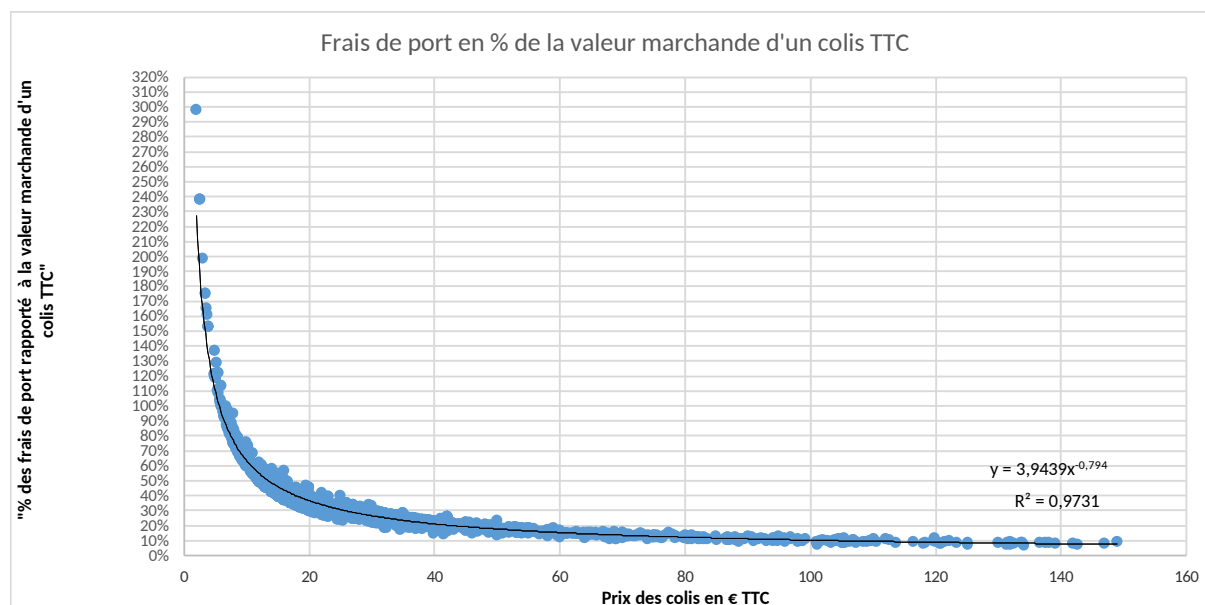
L'association s'est employée à démontrer, dans le cadre de cette note, que la proposition de l'Arcep n'est pas suffisamment incitative en faveur de l'achat en librairie, et aboutit, *in fine*, à renforcer la position dominante des plateformes, contrairement aux objectifs visés par la loi.

L'objet de cette note se limite à montrer pourquoi les librairies n'ont pu, dans le cadre de la quasi-gratuité, développer une offre de vente à distance (1) ; elle démontre que les propositions tarifaires de l'ARCEP ne permettent pas de réorienter les consommateurs vers l'achat en librairie, ni ne permettent aux librairies de développer une activité de vente à distance qui soit soutenable économiquement. Enfin, et en conformité avec les objectifs et les débats parlementaires ayant abouti au vote à l'unanimité de la loi du 30 décembre 2021, elle propose à l'Arcep d'instaurer un tarif postal plancher d'un minimum de 5 euros (3) et de supprimer le palier déclenchant la quasi-gratuité.

1/ Etude de la corrélation entre le % des frais de port sur le prix d'un colis et la valeur marchande d'un colis :

Nous avons analysé les colis expédiés par une librairie parisienne indépendante selon la méthode suivante :

- Nous avons analysé 1549 colis dont le prix TTC est inférieur à 150€ soit 97,5% des colis expédiés par cette librairie.
- Nous avons appliqué à ces colis les tarifs Colissimo sans signature du contrat Privilège en vigueur en mai 2022, pour des expéditions en France. À noter qu'un libraire indépendant ne bénéficie pas ou quasiment pas de ristourne sur le tarif Colissimo.
- Nous avons constitué l'indicateur **A** qui représente le % des frais de port rapporté à la valeur marchande d'un colis TTC.
- Nous avons ensuite positionné chaque colis sur une courbe (courbe 1), avec l'indicateur **A** en ordonnée et la valeur du colis en abscisse (hors frais de port)
- Nous avons ensuite positionné la courbe de régression.



Graph 1 : le « % des frais de port rapporté à la valeur marchande d'un colis TTC » pour les colis dont le montant est inférieur à 150€ TTC.

=> Le graphique 1 montre que la valeur marchande d'un colis TTC et le « **pourcentage des frais de port rapporté à la valeur marchande d'un colis TTC** » sont fortement corrélés, le coefficient de détermination R^2 étant de 0,9731.

La corrélation entre la valeur marchande du colis TTC (x), et le « **pourcentage des frais de port rapporté à la valeur marchande d'un colis TTC** » (y) est la suivante : $y = 3,9439x^{-0,794}$

2/ Calcul de l'impact de la quasi-gratuité sur le taux de marge du libraire pour une livraison postale

En utilisant la courbe de régression qui permet de prédire le prix des frais de port en fonction de la valeur marchande du colis, nous pouvons calculer l'impact sur la marge, donc les pertes du libraire par tranche de prix d'un colis.

Prix colis TTC €	Frais de port*	Perte frais de port par colis	% de marge
5 €	5,49 €	-5,49 €	-110%
10 €	6,34 €	-6,34 €	-63%
15 €	6,89 €	-6,89 €	-46%
20 €	7,31 €	-7,31 €	-37%
25 €	7,65 €	-7,65 €	-31%
30 €	7,95 €	-7,95 €	-26%
35 €	8,20 €	-8,20 €	-23%
40 €	8,43 €	-8,43 €	-21%
45 €	8,64 €	-8,64 €	-19%
50 €	8,83 €	-8,83 €	-18%
55 €	9,00 €	-9,00 €	-16%
60 €	9,17 €	-9,17 €	-15%
65 €	9,32 €	-9,32 €	-14%
70 €	9,46 €	-9,46 €	-14%
75 €	9,60 €	-9,60 €	-13%

* : calculés avec le modèle de la courbe de régression

Ces données ne prennent en compte que les frais postaux, et n'intègrent pas au calcul le coût de l'emballage (environ 0,80€) ni le coût de la main d'œuvre pour préparer un colis (entre 1€ et 2€).

Selon le modèle, et dans l'hypothèse d'une quasi-gratuité, **plus la valeur du colis est faible, plus le libraire perd de l'argent**. Par exemple, pour un colis d'une valeur marchande de 10€, le libraire perd près de deux fois sa marge brute (-63%) ; pour un colis d'une valeur de 25€, le libraire perd la quasi-intégralité de sa marge brute (-31%). C'est uniquement à partir d'un colis d'une valeur marchande de 75€ que le libraire « ne perd que » 13% de sa marge, **soit bien plus que le montant de remise maximale de 5% autorisé par la loi Lang de 1981.**

En deçà de 21,71€ de valeur marchande du colis, le libraire perd non seulement l'intégralité de sa marge, mais génère des pertes.

La marge brute moyenne d'un libraire est de 34,2% (voir annexe 2). En utilisant la même méthodologie basée sur la formule de régression, nous constatons que le coût des frais de port est supérieur à la marge brute du libraire pour **tout colis dont le prix est inférieur à 21,71€ TTC.**

% des frais de port rapporté au prix d'un colis TTC"	Prix du colis TTC en €
34,2%	21,71 €

Il convient par ailleurs de rappeler que ces données ne prennent en compte :

- Ni le coût de l'emballage (en moyenne 0,80€)
- Ni le coût de la main d'œuvre : il s'agit de vérifier les adresses de livraison, les paiements, emballer, faire le suivi postal, mais aussi répondre aux réclamations.
- Ni la perte en TVA sur le tarif postal dès lors qu'il s'agit de proposer une participation, et non de le facturer au coût réel.

La prise en compte de ces données revient évidemment à aggraver l'impact de la quasi-gratuité sur le taux de marge du libraire dans le cadre d'une livraison postale.

3/ Calcul de l'impact des propositions de l'ARCEP sur le taux de marge du libraire pour une livraison postale

L'ARCEP propose d'appliquer un tarif minimum de 3€ de frais de port par colis en dessous de 25€ et de 0,01€ par colis au-dessus de 25€.

Dans ce cas de figure, la perte en marge est évidemment moins redoutable mais reste insoutenable économiquement. Pour un colis à 30€, c'est la quasi-totalité de la marge (en intégrant les coûts d'emballage) qui se volatilise.

Le tableau ci-dessous montre qu'en appliquant ces paramètres, l'activité « livraisons postales » du libraire génère des pertes significatives pour les colis dont la valeur marchande est inférieure à 10€. Entre 10 et 45€, c'est plus de la moitié de la marge qui disparaît dans les frais de port. À 75€, ce sont « seulement » 12,8% de la marge (soit le 1/3 de la marge brute !) qui sont absorbés par les frais de port.

Prix colis TTC €	Frais de port*	Participation frais de port selon recommandation Arcep	Perte frais de port par colis	% de marge libraire
5 €	5,49 €	3,00 €	-2,49 €	-49,9%
10 €	6,34 €	3,00 €	-3,34 €	-33,4%
15 €	6,89 €	3,00 €	-3,89 €	-25,9%
20 €	7,31 €	3,00 €	-4,31 €	-21,6%
25 €	7,65 €	3,00 €	-4,65 €	-18,6%
30 €	7,95 €	0,01 €	-7,94 €	-26,5%
35 €	8,20 €	0,01 €	-8,19 €	-23,4%
40 €	8,43 €	0,01 €	-8,42 €	-21,1%
45 €	8,64 €	0,01 €	-8,63 €	-19,2%
50 €	8,83 €	0,01 €	-8,82 €	-17,6%
55 €	9,00 €	0,01 €	-8,99 €	-16,4%
60 €	9,17 €	0,01 €	-9,16 €	-15,3%
65 €	9,32 €	0,01 €	-9,31 €	-14,3%
70 €	9,46 €	0,01 €	-9,45 €	-13,5%
75 €	9,60 €	0,01 €	-9,59 €	-12,8%

Par ailleurs, ces paramètres incitent le consommateur à atteindre les 25€ pour bénéficier de la quasi-gratuité que seuls quelques acteurs peuvent se permettre d'offrir, excluant de fait la très grande majorité des librairies.

Au regard de ces chiffres, et en réintégrant les coûts d'emballage, on constate que tous les colis dont la valeur marchande est inférieure à 35€ occasionnent une perte nette pour le libraire.

4/ Quel tarif postal plancher minimal pour atteindre les objectifs de la loi ?

Dans le document de consultation publique « Proposition de tarif minimum pour la livraison des livres prévue à l'article 1 de la loi n° 2021-1901 du 30 décembre 2021 », l'Arcep détaille ses objectifs. « Cette loi a ainsi confié à l'Arcep la mission de proposer aux ministres chargés de la culture et de l'économie un tarif minimum d'expédition des livres qui tienne compte :

- des tarifs proposés par les prestataires de services postaux sur le marché de la vente au détail de livre ;

- de l'impératif de maintien sur le territoire d'un réseau dense de détaillants. Il s'agit ainsi d'instaurer un plancher de frais de port en tant que prestation accessoire au « prix fixe du livre », afin de rétablir l'équilibre prévu par la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre (dite loi Lang). Ce tarif plancher de frais de port s'applique aux ventes à distance de livres neufs.

Par ailleurs, l'Arcep considère que proposer **une structure tarifaire simple** pour la livraison à domicile de produits achetés en ligne est de nature à faciliter la compréhension de ce tarif minimum par les lecteurs et sa mise en œuvre par la filière. »

PROPOSITIONS DE PARIS LIBRAIRIES

1/ Suppression de la quasi-gratuité, quel que soit le montant de l'achat

Nous estimons que le principe d'un palier à 25€ déclenchant la quasi-gratuité est contraire aux objectifs de la loi pour les raisons suivantes :

- Le principe de quasi-gratuité est contraire à la loi Lang, car les frais de port représentent une ristourne déguisée. Pour un colis de 25€ la « ristourne » représente 31% de la valeur du colis, pour un colis de 35€, la « ristourne » serait de 23%, etc. Rappelons que la remise maximale au prix unique du livre autorisée par la loi est de 5%. **D'autre part, en raison de son prix fixe, le livre est le seul produit dont le coût du transport ne peut être réintégré dans le prix facturé au consommateur.**
- Au-delà de 25€ et plus, les frais de port représentent un coût significatif pour les libraires et cette quasi-gratuité, s'ils devaient l'appliquer pour se mettre à parité avec les plateformes de commerce en ligne, les conduiraient à réaliser des pertes significatives, et détériorer davantage leur rentabilité.
- En outre, fixer un palier à 25€ pour bénéficier de la quasi-gratuité des frais de port est très facile à atteindre pour un consommateur car il s'agit d'un colis de 1,5 livres, ce palier est donc très en défaveur commercialement pour l'achat en librairie. En conséquence, l'incitation commerciale à atteindre un palier de 25€ (palier très proche du ticket moyen en librairie)

pour bénéficier de la quasi-gratuité des frais de port renforcerait la position des grandes plateformes et aurait l'effet inverse à celui recherché par la loi.

2/ Instauration d'un tarif postal plancher minimal de 5€ (révisable en fonction de l'augmentation des tarifs postaux)

Avec ce montant, le libraire peut proposer des livraisons postales à parité avec les grandes plateformes de commerce en ligne, tandis que le consommateur serait incité à limiter ses livraisons postales pour des colis de petite valeur, retrouvant une notion de coût réel des frais de port.

À noter que ce coût minimal de 5€ devra être réévalué en fonction de l'augmentation des tarifs postaux.

Prix colis TTC €	Frais de port*	Demande Paris librairie	Perte frais de port par colis	% de marge libraire
5 €	5,49 €	5,00 €	-0,49 €	-9,9%
10 €	6,34 €	5,00 €	-1,34 €	-13,4%
15 €	6,89 €	5,00 €	-1,89 €	-12,6%
20 €	7,31 €	5,00 €	-2,31 €	-11,6%
25 €	7,65 €	5,00 €	-2,65 €	-10,6%
30 €	7,95 €	5,00 €	-2,95 €	-9,8%
35 €	8,20 €	5,00 €	-3,20 €	-9,2%
40 €	8,43 €	5,00 €	-3,43 €	-8,6%
45 €	8,64 €	5,00 €	-3,64 €	-8,1%
50 €	8,83 €	5,00 €	-3,83 €	-7,7%
55 €	9,00 €	5,00 €	-4,00 €	-7,3%
60 €	9,17 €	5,00 €	-4,17 €	-6,9%
65 €	9,32 €	5,00 €	-4,32 €	-6,6%
70 €	9,46 €	5,00 €	-4,46 €	-6,4%

Un tarif postal à 5€ renchérit considérablement les « petits paniers ». Toutefois, et quel que soit le montant du panier, le libraire perd entre 6,4% et 13,4% de marge (hors coût d'emballage). Par comparaison, le loyer d'une librairie représente autour de 5% de points de marge.

En faisant l'hypothèse de la suppression de la quasi-gratuité et du tarif postal plancher à 5€, la vente à distance serait pour un libraire toujours une économie risquée avec une rentabilité détériorée, mais une économie tenable tant qu'elle représente une part marginale de l'activité globale.

Notre recommandation tient compte de 3 impératifs rappelés à de maintes reprises par la loi du 30 décembre 2021, et l'exigence de lisibilité des tarifs postaux rappelé par l'Arcep.

- Inciter les consommateurs à se rendre en librairie afin de participer à l'économie locale, maintenir un réseau dense de détaillants qui, à la différence des plateformes, participent à la promotion de la diversité éditoriale ;
- Réduire l'impact environnemental lié aux livraisons à domicile des petits colis en incitant le consommateur à se déplacer quand il en a la possibilité.

- Permettre aux libraires de proposer des livraisons postales à parité de prix avec les grandes plateformes de vente en ligne, sans trop fragiliser leurs économies
- Proposer un modèle de tarification simple et immédiatement lisible.

En conclusion, il s'agit de souligner que l'instauration d'un tarif postal plancher de 5€ comme accessoire au prix de livre et non comme prestation autonome s'inscrit pleinement dans la philosophie et l'esprit de la loi Lang de 1981 ; qu'elle ne contrevient en rien à la liberté d'entreprendre ; qu'elle contribue à réorienter les consommateurs vers l'achat en librairie ; qu'elle réduit l'impact environnemental lié à la livraison des petits colis, et qu'elle est, *in fine*, la clé de voûte de l'ensemble des politiques publiques en faveur de la librairie de proximité. Sans cette mesure, les parts de marché de la librairie vont inexorablement continuer à se réduire au bénéfice des plateformes et à la faveur d'une distorsion de concurrence portant exclusivement sur les frais de port.

Les librairies participent à la vitalité commerciale des quartiers et à la vie culturelle et sociale de nos concitoyens. Elles ont été plébiscitées durant le confinement et ont été l'objet d'un véritable engouement public et médiatique durant plusieurs mois.

Dans le cadre du Festival du Livre de Paris dont la première édition s'est tenue en avril dernier au Grand Palais Éphémère, les festivaliers étaient invités à découvrir notre métier dans le cadre d'une table-ronde intitulée : « Faut-il être fou pour être libraire ? »

Nous constatons tous et toutes que le métier devient de plus en plus exigeant tandis que les salaires restent faibles. Cette équation devient intenable dans une métropole où la part du loyer (qu'il s'agisse du loyer commercial, ou bien des loyers privés) représentent une part tous les ans de plus en plus importante. Le vote de la loi du 30 décembre 2021 a suscité beaucoup d'attentes dans la profession voyant là un moment clé aussi important que le vote de la loi de 1981 pour leur pérennité.

ANNEXES

Annexe 1 : Tarif Colissimo applicables en mai 2022 - contrat Privilège

Poids colis jusqu'à	Tarif Colissimo sans suivi € contrat Privilège, France métropolitaine
0,25 kg	5,96 €
0,50 kg	6,71 €
0,75 kg	7,50 €
1,00 kg	8,14 €
2,00 kg	9,13 €
3,00 kg	10,01 €
4,00 kg	10,92 €
5,00 kg	11,80 €
6,00 kg	12,35 €
7,00 kg	13,21 €
8,00 kg	14,07 €
9,00 kg	14,96 €
10,00 kg	15,83 €
11,00 kg	16,38 €
12,00kg	17,23 €
14,00 kg	18,95 €

Annexe 2 : performances économiques et financières de la branche librairie en 2017 source Xerfi mai 2019

■ Performances économiques et financières de la branche librairie en 2017

Unités : % du chiffre d'affaires pour les postes de charges et les soldes intermédiaires de gestion ; jours de chiffre d'affaires pour le BFR et les stocks

	Grandes librairies (CA > 1 M€)	Librairies moyennes (0,3 M€ < CA < 1 M€)	Petites librairies (0,1 M€ < CA < 0,3 M€)	Moyenne brute (non pondérée)
PRINCIPAUX POSTES DE CHARGES				
Poids des autres achats et charges externes	15,2%	14,4%	17,8%	15,8%
Poids des frais de personnel (yc CICE)	18,9%	19,2%	15,4%	17,8%
Poids des impôts et taxes	1,3%	0,8%	1,1%	1,0%
PRINCIPAUX SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION				
Taux de marge commerciale (% des ventes marchandises)	36,4%	35,5%	34,3%	35,3%
Taux de marge commerciale (% du chiffre d'affaires)	36,1%	34,4%	32,6%	34,2%
Taux d'excédent brut d'exploitation	1,8%	3,3%	4,0%	3,1%
Taux de résultat courant avant impôt	0,7%	2,4%	2,5%	2,0%
Taux de résultat net (yc éléments exceptionnels)	0,9%	1,9%	2,5%	1,8%